

I D E E S  
R E B O N D S

# Etranges défaites

PAR OLIVIER ROLIN\*

**Q**uelqu'un tue mon frère, ma femme, mon fils. On m'apprend qui a toutes les chances d'être l'assassin. Loïn de lui en tenir rigueur, je l'invite à ma table, le recommande à mes amis. Un peu plus tard, le voilà inculpé pour d'autres meurtres. Je me réveille alors et à mon tour porte plainte contre lui: je suis un pauvre type perdu d'honneur dont personne, pas même l'assassin, ne voudra serrer la main.

Il n'est sans doute pas trop difficile de reconnaître dans cet apologue M. Mitterrand ou son Talleyrand de poche, à qui s'applique si bien le portrait que Chateaubriand fit de l'évêque d'Autun: « Il n'avait point de supériorité réelle », mais « un frémissement de prospérité bonale. Vous ne pourriez citer un fait de quelque estime qui lui appartienne ». Faut-il mettre les points sur les ? Il y a deux semaines, un juge inculpe six agents libyens, dont le beau-frère de Kadhafi, de « complicité » dans la mort de 170 citoyens français: MM. Dumas et Mitterrand ne pipent mot, regardent ailleurs, vont jusqu'à plaider en faveur de la Libye auprès de la CEE. Les gouvernements anglais et américain, après que la justice de ces pays eut inculpé quatre autres agents libyens pour l'attentat de Lockerbie, font leur devoir, qui est de sommer Tripoli de les livrer: voilà soudain que le chef de l'Etat, si ces mois emphatiques conviennent ici, « commence à avoir les résultats des réflexions, investigations et conclusions du juge », comme il le dit dans son inimitable style impérial-nouille, et que son ministre, remontant sa mèche, promet que justice sera faite.

La constance de ces gens à se déshonorer, et nous avec puisqu'ils sont censés nous représenter, a quelque chose de pathologique. Sans remonter jusqu'au fameux « naturellement nous ne ferons rien » par lequel M. Cheysson salua l'état de guerre en Pologne, à l'assassinat de Sadate qui « éclaircissait les choses », selon le même, à l'entrevue de Crète où M. Mitterrand se laissa majestueusement rouler dans la farine par Kadhafi — déjà —, à l'absolution donnée à Damas pour l'assassinat de l'ambassadeur Delamarre, au voyage de M. Dumas à Téhéran en 1989, en pleine vague d'exécutions et à une semaine de la condamnation à mort de Rushdie, au silence gêné lors des répressions sanglantes d'Algérie, faut-il rappeler que M. Mitterrand, tout récemment, laissait le bénéfice du doute à un complot stalinien ivrogne dont il lisait, fièrement la correspondance? Que le ministre de l'Intérieur, un certain M. Marchand, faisait déclarer par ses services, après que leur incompétence eut laissé égorgé Chapour Bakhtiar et fuir les assassins: « Tout est possible sauf des tueurs envoyés par Rafsanjani » (Libération du 9/8/1991)? Phrase, avec proprement inouïs, et qui disent assez l'intérêt que ces gens prêtent aux « réflexions, investigations et conclusions des juges » dès lors qu'elles risquent d'indisposer des despotes que leur absence de scrupules les porte à courtiser.

On glose beaucoup depuis quelque temps sur la crise de confiance qui éloigne les citoyens des hommes et institutions politiques, et plus généralement l'espèce de torpéur morale qui semble s'être abattue sur ce pays. On imagine des raisons historiques, sociologiques, le brouillage de l'identité nationale, le recul du collectif au profit de l'individuel. Tout cela est peut-être bien vrai. Mais comment ne pas voir aussi que le spectacle régulièrement donné par les plus hautes autorités de l'Etat de leur duplicité, de leur pusillanimité, de leurs pauvres petites tricheries tôt démasquées, en fin de compte de leur bafouillante incompétence dans ce qui est proprement de leur ressort, la conduite de la politique étrangère, ne contribue pas à rehausser l'image de la République? Un président qui prend le ton du père grondeur pour menacer (d'ailleurs fictivement) des foudres de la loi des paysans qui ont salopé le souper d'un de ses ministres, dans le même temps qu'il abouit et cajole les présumés assassins de 170 citoyens français. Allons, quelque air de Jupiter qu'il se donne, il a les pantalons sur les chevilles, un nez de clown, et il prête sinistrement à rire.

Il est vrai que ces hontes lointaines ne sont guère aperçues. Il n'y a plus d'intérêt, de jugement, plus de colère sans laquelle il n'est de citoyenneté. Plus de mots, même. Les commentateurs, les analystes, ceux qui se flattent de faire l'opinion et la font en effet, comme une pâte, vont mollement chercher, dans le grand entrepôt des stéréotypes, tel ou tel ustensile verbal qui puisse correspondre, selon eux, leur immense paresse intellectuelle et morale, à la situation. « Pragmatique », cela peut servir, ça: il y en a toujours un en face, qui justifie l'action des diplomates ».

Hier, au moment de Rushdie, c'était Rafsanjani; cette fois-ci, ce sera le commandant Djalloud. Bon, voilà déjà une fuite de bouchée. Realpolitik, c'est une autre rustine qui a fait ses preuves. Que ce mot bismarckien désigne non le plaisir masochiste ou le pardon chrétien des offenses mais la subordination de tous les moyens à la recherche de la puissance importée peu. Un revirement qui conduit, sous la pression de fait des Anglo-Américains (paradoxe merveilleux de la « politique arabe » de la France), à accuser tardivement de terrorisme celui qu'on flattait hier sera qualifié de « durcissement de la position française... ». Si demain M. Mitterrand associe à contre-cœur la France à quelque action de rétorsion, on ventera sa « fermeté »: n'a-t-on pas déjà fait de celui qui envoyait dans le Golfe, en traînant les savates, une force symbolique de supplétifs sous-équipés, une sorte de Churchill doublé d'un Bonaparte? Qu'importe? Les affaires internationales n'intéressent plus la « grande nation », il suffit aux Français qu'on les assure au coin du feu qu'ils sont un « grand pays », « respecté partout dans le monde », ils n'iront pas vérifier. « Nous sommes devenus étrangers à l'art de connaître les autres », notait déjà Marc Bloch dans l'« étrange défaite » parmi les causes de l'effondrement moral de 1940.

Si irrésistible est l'incontinence de la bassesse qu'il ne faut pas douter qu'elle se reproduise. L'occasion d'ailleurs en est déjà fixée: bien que la police ait arrêté, presque par hasard, deux Iraniens liés au régime de Téhéran et impliqués dans le meurtre de Chapour Bakhtiar, bien que les pistes, malencontreusement pour ce M. Marchand, semblent converger vers la clique sinistre de Rafsanjani, on nous annonce — discrètement, tout de même — un voyage là-bas de M. Dumas, on nous laisse prévoir, comme réjouissance finale, un déplacement présidentiel qui verra M. Mitterrand, seul chef d'Etat dans ce cas avec le regrettable M. Waldheim, congratuler le sanguinaire « pragmatique » de Téhéran. Il se trouve que Chapour Bakhtiar était un homme politique plus qu'estimable, courageux, libéral, francophile. Il s'était battu, ce dont peu de Français peuvent s'enorgueillir, pour la libération de notre pays dans les Forces françaises libres. Avant toute autre considération, il était réfugié politique sur notre sol, l'hôte de la République qui lui devait protection. Son assassinat constitue une insulte insupportable. Aller à Téhéran serait un redoublement d'opprobre qui ne doit pas être toléré. Si MM. Mitterrand et Dumas n'ont pas les ressources morales leur permettant de le sentir tout seuls, c'est aux citoyens de le leur faire entendre. S'il est incapable de se comporter par lui-même comme le chef d'un « grand pays », c'est à nous qu'il revient d'empêcher le président de déshonorer la République.

**Et si, à l'origine de la crise de confiance qui éloigne les citoyens de ce pays des hommes et institutions politiques, il y avait d'abord le spectacle de la duplicité donné par les plus hautes autorités de l'Etat, en politique étrangère en particulier?**

Si les Forces françaises libres, par leur considération, il était réfugié politique sur notre sol, l'hôte de la République qui lui devait protection. Son assassinat constitue une insulte insupportable. Aller à Téhéran serait un redoublement d'opprobre qui ne doit pas être toléré. Si MM. Mitterrand et Dumas n'ont pas les ressources morales leur permettant de le sentir tout seuls, c'est aux citoyens de le leur faire entendre. S'il est incapable de se comporter par lui-même comme le chef d'un « grand pays », c'est à nous qu'il revient d'empêcher le président de déshonorer la République.

\*Ecrivain

## Un Le Pen autrichien?

PAR DANNY LEDER\*

**E**n raison de leur réussite persistante, deux cas se distinguent parmi les mouvements nationalistes d'Europe occidentale: il s'agit du Front national de Jean-Marie Le Pen et du « Parti de la liberté » autrichien, le FPÖ, dirigé par Jörg Haider.

Ce qui différencie MM. Haider et Le Pen des autres dirigeants de l'extrême droite européenne, c'est d'abord leur charisme personnel. Tous deux cultivent une approche joviale et quasi ludique des vieux fonds de commerce de l'extrême droite. Ce faisant, ils ont su exploiter un interstice entre la droite muséifiée parlementaire et les groupuscules fascistes.

Jörg Haider, 41 ans, est une sorte de Jean-Marie Le Pen doublé d'un Bernard Tapie. Il exhibe le look bronzé du batteur jouisseur. Il a le tutoiement facile, paraît aisé d'accès, toujours prêt à fonder sur les mérites de la bureaucratie autrichienne. Il a su également se donner, comme son homologue français, une image de baroudeur: par manque d'aura « militaire », Jörg Haider s'est lancé, entre autres exploits sportifs, dans le saut à l'élastique. Il mêle à ce jeu image de force physique un jeu de séduction érotique: ainsi, il a posé torse nu pour un magazine féminin branché. Ce qui ne l'empêche pas de donner dans le culte des traditions terribles de l'Autriche profonde.

Comme Jean-Marie Le Pen, Jörg Haider se livre à des sous-oratoires d'une efficacité redoutable, débittant avec aisance des formules assassines qui désorientent ses adversaires politiques. Ce n'est peut-être pas par hasard que les deux hommes ont chacun, dans leur jeunesse, ambitionné une carrière de comédien. C'est moins dans leur programme respectif que dans le cadre de cette approche enjouée et « humoristique » que Jörg Haider et Jean-Marie Le Pen ont réinvesti certains éléments de la propagande fasciste: un jeu de mots, une phrase, qui sont autant de signaux pour initiés, et de « détails » pour complaisants et naïfs.

Les axes de leur propagande se rejoignent également. Jörg Haider s'est d'abord forgé une réputation de « défenseur des petites gens » face à la morgue et à l'affairisme des socialistes du SPÖ (au pouvoir depuis 1970) et de leurs partenaires de

coalition du parti conservateur, l'ÖVP, dénoncés comme les « Alt Parteien » (« vieux partis », l'équivalent dans la terminologie habsbourgeoise de la « bande des quatre »).

Récemment, en outre, le FPÖ a réussi à imposer la question de l'immigration comme sujet principal du débat politique en Autriche. La soudaine irruption visuelle des adolescents issus de l'immigration turque, l'afflux combiné d'immigrants du tiers monde et d'Europe de l'Est ont créé des tensions alors que le chômage (6%), la pénurie des logements et la délinquance juvénile connaissent une progression inhabituelle.

A l'encontre des immigrants de l'Est européen, les traditions mentales autrichiennes rejoignent les comportements que l'on peut rencontrer en France face aux Maghrébins. Une longue tradition de domination, de mépris et de guerre avec les peuples de l'Est, portée à son comble durant le régime nazi, structure les comportements de beaucoup d'Autrichiens.

Deux facteurs « avantageant » Jörg Haider en comparaison avec Jean-Marie Le Pen. D'abord le fait qu'il soit le chef d'un parti qui a déjà été admis dans une coalition gouvernementale. Bien qu'issu d'un regroupement d'anciens nazis, le FPÖ s'était libéralisé dans les années 70 au point de servir de partenaire de coalitions au SPÖ. C'était toutefois avant que Jörg Haider ne prit les rênes du FPÖ et évincé les dirigeants libéraux.

L'autre atout de Jörg Haider est le passé autrichien: la crise économique des années trente avait engendré une percée politique des nazis avant même l'entrée des troupes hitlériennes. Sous le régime nazi, les Autrichiens — à condition de ne pas s'opposer et de n'être ni juifs ni gitans — ont été traités en « allemands ». Ils ont en général fait preuve de fidélité au régime. Après la guerre et jusqu'à aujourd'hui, comme l'indiquent les sondages, une majorité d'Autrichiens ont continué à défendre « certains aspects » du nazisme.

La principale victime de Haider est actuellement le parti conservateur ÖVP qui, à l'instar de la droite parlementaire française, cherche à rattraper son électorat avec un brin de surenchère xénophobe. Peine perdue, mais peut-être prélude à un revirement de coalition en faveur de Jörg Haider. C'est d'ailleurs de là que vient la menace. Comme en France, c'est uniquement en faisant céder une partie de la droite modérée que le dirigeant national-populiste pourrait approcher du pouvoir. \*Journaliste autrichien